

ISLANDE

Priorités fondées sur des indicateurs

Améliorer les résultats du système d'enseignement (2007, 2009, 2011)

Recommandations : Rendre les établissements davantage comptables des résultats scolaires. Améliorer la qualité des enseignants, accroître le temps effectifs d'enseignement et faire baisser les taux d'abandon scolaire.

Mesures prises : Les réformes de 2009 concernant l'enseignement secondaire devraient réduire les taux d'abandon scolaire en permettant aux élèves d'achever plus rapidement leur cycle d'études et en incitant les établissements à offrir des programmes nouveaux et plus courts.

Réduire les aides à la production agricole (2007, 2009, 2011)

Recommandations : Abaisser les droits de douane et les droits d'accise, supprimer les quotas de production, réduire les autres formes de soutien aux producteurs et les découpler de la production.

Mesures prises : Les droits d'accises sur les denrées alimentaires importées (autres que le sucre et les produits sucrés) ont été supprimés en 2007 et le taux général des droits de douane sur les produits à base de viande importés a été abaissé sensiblement.

Abaisser les obstacles à l'entrée pour les entreprises nationales et étrangères (2007, 2009, 2011)

Recommandations : Réduire les restrictions relatives aux prises de participations étrangères dans les secteurs de l'électricité et de la pêche et céder au secteur privé les activités de production de la Compagnie nationale d'électricité.

Mesures prises : Aucune.

Autres priorités

Accélérer la réforme du secteur public (2007, 2009, 2011)

Recommandations : Mettre en place un système de budgétisation fondé sur les résultats et renforcer la divulgation de conflits d'intérêt.

Mesures prises : Aucune.

Réduire les obstacles à la concurrence sur les marchés de produits (2011)

Recommandations : Réduire la paperasserie, rédiger les réglementations dans un langage simple et abaisser les obstacles à l'entrée dans les secteurs de l'électricité, des télécommunications et des transports.

Mesures prises : Aucune.

Améliorer la réglementation et le contrôle dans le secteur financier (2009)

Recommandations : Durcir les règles relatives aux positions de gros volume, aux prêts à des parties liées et à la qualité des propriétaires des banques et donner une base légale à la surveillance macro-prudentielle afin de pouvoir encadrer le comportement des banques.

Mesures prises : La Loi de 2010 sur les entreprises financières a durci les règles relatives aux positions de gros volume, aux prêts à des parties liées et à la qualité des propriétaires. Un accord de coopération a été signé en 2011 avec l'autorité de surveillance macroprudentielle mais il ne contrôle pas les instruments permettant d'encadrer le comportement des banques.

Réduire les aides publiques au logement (2007)

Recommandations : Faire payer au Fonds public pour le financement du logement (HFF) la garantie de remboursement des prêts dont il bénéficie et réduire l'allègement fiscal au titre des intérêts d'emprunts immobiliers.

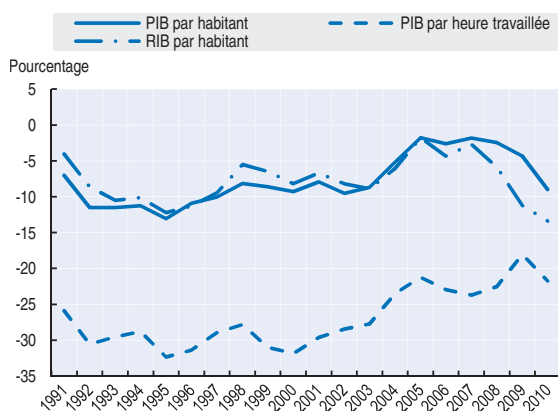
Mesures prises : Le gouvernement prépare un plan de restructuration général pour le HFF en réponse à une décision de l'Autorité européenne de surveillance selon laquelle l'aide octroyée par l'État au HFF doit profiter uniquement à ses activités de service public. Par contre, les allègements fiscaux au titre des intérêts d'emprunts immobiliers ont été temporairement accrus sur la période 2009-11 et une bonification temporaire de ces intérêts a été mise en place en 2011 pour les ménages dont le revenu net est inférieur à un certain seuil.

ISLANDE

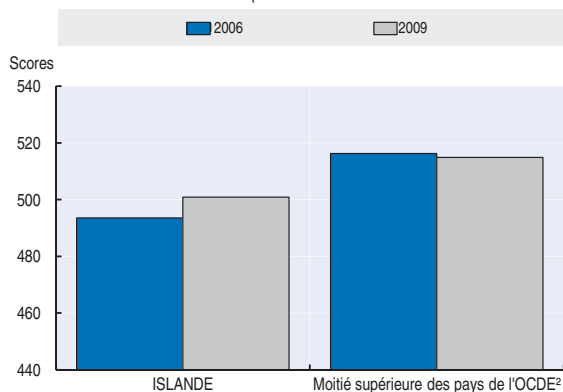
- Après une certaine convergence au cours de la décennie terminée au milieu des années 2000, l'écart de PIB par habitant par rapport à la moitié supérieure des pays de l'OCDE s'est creusé depuis le début de la crise financière. Cet écart de revenu reflète une productivité du travail relativement faible, compensée en partie par l'un des taux les plus élevés d'utilisation de la main-d'œuvre dans la zone OCDE.
- Dans les principaux domaines prioritaires, des efforts ont été faits pour améliorer la réglementation du secteur financier, renforcer le système d'enseignement et réduire la protection du secteur agricole. En revanche, il n'a pas été fait grand-chose pour intensifier la concurrence sur les marchés de produits et rehausser l'efficacité du secteur public, et l'action en matière de soutien public au logement est allée à contresens des recommandations.
- Dans les autres domaines, un accroissement considérable des ressources affectées au service public de l'emploi et aux programmes actifs du marché du travail a réduit le risque de voir la hausse du chômage due à la crise prendre un caractère structurel.

Indicateurs de performance et de politique

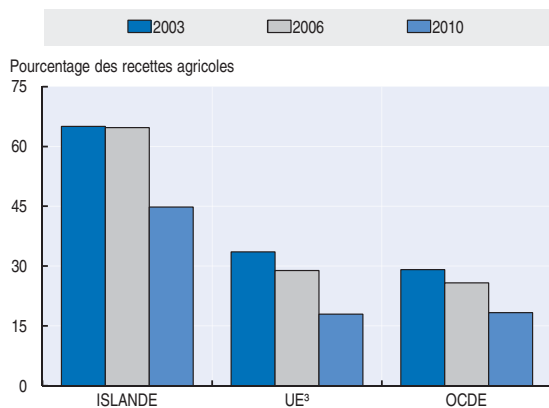
A. L'écart de PIB par habitant s'est creusé ces dernières années
Écart par rapport à la moitié supérieure des pays de l'OCDE¹



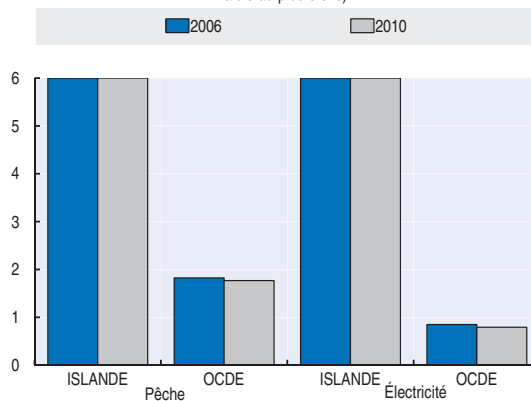
B. Les résultats scolaires demeurent relativement médiocres
Moyenne des scores du PISA en mathématiques, en sciences et en compréhension de l'écrit



C. Les aides aux producteurs agricoles ont sensiblement diminué
mais restent considérables




D. Les obstacles à l'IDE figurent parmi les plus importants de la zone OCDE et n'ont pas été réduits⁴
Indice variant sur une échelle de 0 à 6 (du degré de restriction le plus faible au plus élevé)



1. Écart en pourcentage par rapport à la moyenne simple des 17 pays de tête de l'OCDE en termes de produit intérieur brut (PIB) par habitant, de PIB par heure travaillée et de revenu intérieur brut (RIB) par habitant (sur la base des PPA constantes de 2005).
2. Moitié supérieure des pays de l'OCDE classés en fonction des scores du PISA en mathématiques, en sciences et en compréhension de l'écrit.
3. Moyenne des pays européens membres de l'OCDE.
4. L'indice de restrictivité de la réglementation de l'IDE de l'OCDE repose uniquement sur les dispositions juridiques limitant l'investissement direct étranger, et ne tient pas compte de la façon dont elles sont appliquées.

Source : Graphique A : OCDE, Bases de données des comptes nationaux et du n° 90 des Perspectives économiques ; graphique B : OCDE, Base de données de l'enquête 2009 du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) ; graphique C : OCDE, Base de données sur les estimations du soutien aux producteurs et aux consommateurs ; graphique D : www.oecd.org/investment/index.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932565452>